



Royaume du Maroc  
Conseil consultatif des droits de l'Homme

*Département Information et Communication*

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

**LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE**

**07 Mai 2010**

**07 ماي 2010**

Droits de l'Homme

## **Le CCDH célèbre ses vingt ans dans la controverse**

**L**e CCDH célèbre, ce samedi 8 mai, ses vingt ans d'existence. Une célébration aux allures d'évaluation du bilan d'action du Conseil qui souffle sa vingtième bougie. Créé en 1990 par feu Hassan II pour la protection et la promotion des droits de l'Homme au

Maroc, le Conseil a entrepris, depuis, plusieurs actions dans ce sens sur les plans national, régional et international. L'intronisation de SM le Roi Mohammed VI a insufflé une nouvelle dynamique dans l'action du Conseil. ■

Suite page 4

Droits de l'Homme

# Le CCDH célèbre ses vingt ans dans la controverse



• Ahmed Herzenni, président du CCDH.

La vie du CCDH a été marquée essentiellement par la mise en place le 12 avril 2004, de la l'IER. Des ONG des droits de l'Homme accusent toujours le Conseil de laxisme en matière de mise en œuvre des recommandations de cette instance.

Mohamed Aswab  
maswab@aujourd'hui.ma

**L**e Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) célèbre, ce samedi 8 mai, ses vingt ans d'existence. Une célébration aux allures d'évaluation du bilan d'action du Conseil qui souffle sa vingtième bougie. Créé en 1990 par feu Hassan II pour la protection et la promotion des droits de l'Homme au Maroc, le Conseil a entrepris, depuis, plusieurs actions dans ce sens sur les plans national, régional et international. L'intronisation de SM le Roi Mohammed VI a insufflé une nouvelle dynamique dans l'action du Conseil. En effet, les prérogatives du CCDH ont été élargies et précisées par un dahir d'avril 2001, dans le souci de les conformer aux Principes de Paris.

«Le CCDH a franchi plusieurs étapes et réalisé de nombreux acquis. En effet, le Conseil a œuvré, depuis sa création, pour préparer le climat général propice à la diffusion de la culture démocratique et des droits de l'Homme», précise Mohamed Mustapha Raissouni, membre du Conseil.

Certes, la vie du CCDH a été marquée essentiellement par la mise en place le 12 avril 2004, de la l'Instance Equité et Réconciliation (IER) à laquelle a été confiée la mission du règlement du dossier des violations graves des

droits de l'Homme du passé. Le suivi des recommandations de l'IER contenu dans son rapport final publié le 30 novembre 2005, a été assigné au CCDH. Depuis lors, le Conseil est assailli de critiques.

La grande question qui anime toujours le débat autour de l'action menée par le Conseil se rapporte à la mise en œuvre des recommandations de cette instance. A l'heure où le Conseil présidé par Ahmed Herzenni dresse un bilan positif, certaines ONG de défense des droits de l'Homme montent au créneau pour dénoncer ce qu'elles qualifient de «laxisme» du Conseil en ce qui concerne l'application de l'héritage de feu Driss Benzekri.

«Les principales critiques qui ont été adressées au Conseil se rapportent à la mise en œuvre des recommandations de l'IER. A l'heure où le Conseil annonce que la majorité de ces recommandations ont été appliquées, nous affirmons le contraire. Le Conseil n'a pas fourni l'effort nécessaire pour entériner ce dossier et garantir à jamais la non reproduction des violations graves. A part la recommandation relative à la réparation individuelle, nous n'avons enregistré aucun progrès signifiant en ce qui concerne la mise en œuvre des autres recommandations relatives à la réparation communautaire, à l'établissement de la vérité, à la préservation de la mémoire et aux réformes politiques et constitutionnelles», souligne Abdelilah Benabdeslam, membre de l'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH), dans une déclaration à ALM. «Nous appelons à une révision intégrale des statuts du CCDH. Ce Conseil ne remplit pas, aujourd'hui, les critères requis à l'instar des institutions similaires à travers les pays démocratiques. C'est la raison pour laquelle nous avons refusé d'être membre de cette institu-

tion», ajoute-t-il. «Le CCDH nous a fait perdre beaucoup de temps avant d'annoncer son incapacité d'accomplir sa mission», avait noté, dans un entretien accordé à ALM ( Voir l'édition N°2142 ), Mustapha El Manouzi, président du Forum marocain pour la vérité et la justice (FMVJ).

Pourtant, le CCDH a affirmé, dans le cadre d'un rapport récent, qu'il a «réussi à concrétiser un grand nombre de recommandations de l'IER, grâce notamment, à l'existence d'une volonté politique appuyant et soutenant ce processus et lui garantissant la réussite dans le contexte de la transition démocratique que connaît le Royaume». Le CCDH a souligné, en outre, que «de nombreux mécanismes et instruments ont été mis en place pour accompagner la mise en œuvre de ces recommandations, évaluer les actions réalisées, préserver les acquis, mettre en place des garanties visant à immuniser l'avenir contre toute répétition des violations». Dans le même esprit, d'autres composantes de la société civile estiment qu'il ne faut surtout pas minimiser l'action menée par le CCDH.

«La création du CCDH a été un mécanisme important dans les années 90 pour se pencher sur la problématique des violations graves des droits de l'Homme des années de plomb. Il s'agit d'un mécanisme qui a facilité le débat dans ce cadre d'une manière collective. Le CCDH a joué également un rôle important pour relayer les préoccupations de la société civile

«La création du CCDH a été un mécanisme important dans les années 90 pour se pencher sur la problématique des violations graves des droits de l'Homme des années de plomb...».

à propos de ces violations», déclare à ALM, Amina Bouayach, présidente de l'Organisation marocaine des droits de l'Homme (OMDH). Et d'ajouter que «Le défi qui se présente devant le CCDH est de réussir à s'inscrire dans une approche qui concilie entre le respect des droits de l'Homme, la consécration de la culture démocratique et le développement socio-économique». Récemment, le CCDH a dû faire face à un sit-in de protestation puis à une grève de la faim des victimes des violations graves membres du FMVJ, revendiquant la mise en œuvre des décisions de l'IER se rapportant au règlement de leur situation administrative et financière. ■

## Le CCDH a vingt ans

L'AMDH reproche à Herzenni de «ne pas mettre en œuvre les principales recommandations structurantes de l'IER pour l'avenir du pays»

P.5



## Vingt ans du CCDH

► **A. Amine :** «Avec Ahmed Herzenni, les relations entre le CCDH et l'AMDH ont empiré. Il n'a pas accepté de mettre en œuvre les principales recommandations de l'IER structurantes pour l'avenir du pays».

► **A. Bouyache:** «Nous nous félicitons que notre présence au sein du CCDH a permis la réflexion sur la mise en place d'une commission de vérité».

**L**e CCDH a vingt ans. Il a été créé le 8 mai 1991 par feu Hassan II. En 2006, le champ d'action de cette institution consultative s'est élargi depuis la fin du mandat de l'Instance Equité et Réconciliation (IER). L'AMDH et l'OMDH, les deux grandes associations

idéologiques et partisans qui ont présidé à la création de chaque ONG.

Entre l'AMDH et le CCDH, ce n'est pas le grand amour. Depuis l'accession de Ahmed Herzenni à la présidence de cette institution, les relations sont tendues. En fait, bien avant, c'est-à-dire depuis la création même du CCDH en 1991. «A l'époque, l'AMDH avait refusé, en dépit des pressions exercées par Réda Guedira, conseiller de Hassan II, et Driss Basri, ministre de l'Intérieur, de siéger dans le CCDH parce que nous avons estimé, vu les statuts de cet organisme, que cette adhésion constitue un handicap pour l'indépendance de notre association», se rappelle Abdelhamid Amine, vice-président de l'AMDH. Et d'ajouter : «notre décision ne nous a nullement empêchés de collaborer avec le CCDH au même titre qu'avec le département de la Justice ou n'importe quel autre ministère du gouvernement».

Les points d'achoppements entre l'ONG et le CCDH sont multiples. «Au début, le CCDH ne reconnaissait pas l'existence de détenus politiques et des disparus. Après, il l'a reconnue mais partiellement, à sa manière. Du temps de feu Benzekri, nous avons critiqué la motion élaborée, le 6 novembre 2003, par cet organisme à l'origine de la création de l'Instance Equité et Réconciliation. Des critiques qui nous ont valu d'être traités par feu Benzekri de petites mafias des droits de l'Homme. Après, il s'est excusé mais timidement», souligne notre interlocuteur. Et de poursuivre que «sous l'ère de Ahmed Herzenni, les relations entre le CCDH et l'AMDH ont empiré. Et pour cause, il

### Ahmed Herzenni, président du CCDH. (AICPRESS)

des droits de l'Homme au Maroc, ont des approches différentes sur l'action de l'instance présidée par Ahmed Herzenni. Elles découlent notamment des soubassements

n'a pas accepté de mettre en œuvre les principales recommandations de l'IER structurantes pour l'avenir du pays. En revanche, il a préféré travailler sur la réparation individuelle et de

## الديمقراطية وحقوق الإنسان في المدارس المغربية

تنظم لجنة الإشراف على مسلسل إعداد خطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان بالمغرب بشراكة مع بعض المؤسسات التعليمية، خلال الفترة ما بين 10 و18 ماي الجاري، عروضاً مسرحية حول الديمقراطية وحقوق الإنسان بمجموعة من المؤسسات التعليمية.

وأوضح بلاغ لمركز التوثيق والإعلام والتكوين في مجال حقوق الإنسان التابع للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، أنه سيتم في هذا الإطار تقديم ستة مسرحيات أنجزت من قبل ومع تلاميذ هذه المؤسسات، في المستوى الابتدائي والإعدادي والثانوي، باللغات الأمازيغية والعربية والفرنسية.

وأشار البلاغ إلى أن هذا النشاط يندرج في إطار محور الإعلام والتحسيس كمشروع أساسي من مسلسل إعداد خطة العمل الوطنية.

وستقدم هذه العروض بكل من مدرسة للا الزهراء بالجديدة، ومدرسة لموتونة بكلميم، وإعدادية أدرار بالشاون، وإعدادية التقدم بالقنيطرة، وثانوية الحاج سعيد الدراركة بأكادير، وثانوية للا أسماء بوجدة.

وأضاف المصدر ذاته أن مشروع إعداد خطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان بالمغرب، كتجربة فريدة في شمال إفريقيا والشرق الأوسط، يستجيب لهاجس رئيسي يتمثل في أهمية تبني استراتيجية شاملة لحماية حقوق الإنسان وتعزيزها، ولضرورة التمكن من وضع إطار منسجم يتيح تنسيق مجموع الأعمال المنجزة في ميدان حقوق الإنسان بالمغرب.

ويذكر أن هذا المشروع يحظى بدعم من الاتحاد الأوروبي في سياق اتفاقية الشراكة المبرمة بينه وبين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، التي كلف بتدبيرها وأجراتها، مركز التوثيق والإعلام والتكوين في مجال حقوق الإنسان بالمجلس.

وركزت هذه الخطة أولوياتها حول أربعة قضايا تهم الديمقراطية والحكمة الرشيدة، والإطار المؤسساتي والتشريعي، والحقوق الفئوية والموضوعاتية، والمقاربة الحقوقية والتنمية البشرية.

وفي موضوع آخر نظمت مديرية التعاون والارتقاء بالتعليم المدرسي الخصوصي بوزارة التربية الوطنية، بقاعة الاجتماعات بمدرسة علي بن حسون بالحسيمة، لقاء جهوياً دراسياً حول موضوع "التعليم المدرسي الخصوصي" لقيادة أصحاب ومديري المؤسسات التعليمية الخصوصية التابعة للأكاديمية الجهوية لجهة تازة-الحسيمة-تاونات. وفي هذا السياق، أكد مدير الأكاديمية لحسن بوسباع على أهمية الشراكات بين الوزارة والتعليم المدرسي الخصوصي، مبرراً أن هذا اللقاء يندرج في إطار تفعيل محاور البرنامج الاستعجالي في مجال التعليم المدرسي الخصوصي ومن أجل وضع تصور متكامل يتضمن الإجراءات التي ستمكن من الارتقاء بهذا القطاع وحتى تتمكن الوزارة من مواكبة التطورات التي يعرفها هذا القطاع على المستويين الوطني والجهوي.

وتضمن برنامج هذا اللقاء ثلاثة عروض وهي البرنامج الاستعجالي والتعليم المدرسي الخصوصي ووضعيات وأفاق التعليم المدرسي الخصوصي بالجهة.

وحسب تقرير للأكاديمية الجهوية فقد ارتفع العدد الإجمالي للتلاميذ بالتعليم الخصوصي على مستوى الجهة من 6624 تلميذاً وتلميذة خلال السنة المنصرمة إلى 7650 تلميذاً وتلميذة خلال السنة الدراسية الجارية.

## Les droits de l'homme sur scène

Six pièces de théâtre, montées autour de la thématique des droits de l'homme et de la démocratie, seront données en représentation dans des établissements scolaires du 10 au 18 mai, a annoncé un communiqué du Centre de

documentation et d'information en matière des droits de l'homme (CDIFDH). Initiés dans le cadre du Plan d'action national en matière de démocratie et droits de l'Homme (PANDDH), ces spectacles seront montrés à El Jadida (école Lalla Ezzahra), à Guelmim (école Lamtouna), à Chefchaouen (collège Adrar), à Kénitra (collège Takaddoum), puis à Agadir (lycée El Haj Saïd Drarga) et à Oujda (lycée Lalla Asmae).

## Mémoire tatouée

Appel à la réintégration d'ancien prisonniers politiques

# Oublis résiduels

**D**eux ONG marocaines de défense des droits de l'Homme ont appelé vendredi 30 avril à Rabat à la réintégration de plus d'un millier d'anciens détenus politiques dans la vie socio-professionnelle.

"Nous demandons au secrétaire général du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH, d'appliquer toutes les recommandations de l'Instance équité et réconciliation (IER) et de réintégrer ces anciens détenus politiques", a déclaré à l'AFP Mohamed Sebbar, un des dirigeants du Forum vérité et justice (FVJ).

"Le nombre concerné par cette injustice ne dépasse par 1.200 victimes de ce qu'on appelle les +années de plomb+", selon M. Sebbar.

Mohamed Sebbar s'est exprimé à l'occasion d'un rassemblement organisé par le FVJ en présence de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) devant le siège du CCDH.

Une dizaine d'anciens prisonniers politiques observaient par ailleurs depuis 12 jours une grève de la faim devant le CCDH. Trois d'entre eux ont cessé vendredi leur mouvement après avoir rencontré des responsables du CCDH.

"Il y a ceux qui doivent être réintégrés au travail qu'ils exerçaient avant d'être emprisonnés, et ceux qui n'ont aujourd'hui aucun métier", a déclaré pour sa part Abdelilah Benabdeslam, vice-président de l'AMDH.

Le secrétaire général du CCDH, Mahjoub El Hiba a de son côté

affirmé que le FVJ devait être reçu par le CCDH mardi dernier dans le cadre de la rencontre périodique organisée chaque mois, mais l'association n'a pas respecté le rendez-vous et ne s'est pas excusée".

Selon M. El Hiba, des "comités régionaux ont commencé à étudier les dossiers dans le cadre d'une approche visant à sortir ces gens de leur situation de victimes à celle de personnes actives".

"Nous sommes devant des cas complexes répartis sur plusieurs régions, sur une diversité d'âges et sur des catégories sociales différentes", a ajouté M. El Hiba.

Quelque 12.000 personnes victimes de la répression ont été jusqu'ici indemnisées par l'Etat sur décision de l'IER mise en oeuvre par le CCDH.

20<sup>ème</sup> anniversaire de la création du Conseil consultatif des droits de l'Homme

# Mehdi Ben Barka le grand oublié



Ph : Laaraki

**8 mai** 1990-8 mai 2010. Vingt ans se sont écoulés depuis la création du Conseil consul-

tatif des droits de l'Homme, mis sur orbite par le défunt Roi Hassan II pour opérer une rupture symbolique avec les années de plomb et tourner

une sombre page faite de sang, de larmes et de douleur.

**M'HAMED HAMROUCH**

*Lire page 3*



## Mehdi Ben Barka, le grand oublié

8 mai 1990-8 mai 2010. Vingt ans se sont écoulés depuis la création du Conseil consultatif des droits de l'Homme, mis sur orbite par le défunt Roi Hassan II pour opérer une rupture symbolique avec les années de plomb et tourner une sombre page faite de sang, de larmes et de douleur. Beaucoup d'eau a donc coulé sous le pont depuis ce mémorable 8 mai 1990. Maintenant, surgit cette question : Le Maroc a-t-il réellement réglé ses comptes avec son passé, exorcisé ses démons et enterré une bonne fois pour toutes cette chape de plomb qui lui a valu autant de regrettables victimes et à leurs familles autant de drames inutiles ? La question est aujourd'hui sur toutes les lèvres, ou presque. « Je peux dire maintenant

que je suis rassuré sur l'avenir de mes enfants et sur celui du pays où ils vont vivre », soupire Chawki Benyoub, membre du CCDH, contacté par « Libé ». Un sentiment du devoir accompli pour les uns, mais aussi et surtout un arrière-goût d'inachevé pour d'autres. Si l'on peut admettre avec le CCDH que le plus gros des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation ont été mises en œuvre, il n'en reste pas moins que ce mécanisme des droits de l'Homme n'a toujours pas réussi à rétablir toute la vérité sur le dossier des disparitions. Neuf cas de disparitions sur soixante-six n'ont toujours pas été élucidés par le CCDH, dont celui du regretté Mehdi Ben Barka. « J'admets que nous n'avons enregistré

aucun progrès à ce propos, car il s'agit d'un cas très compliqué (...) Il n'y avait pas de collaboration jusqu'à présent de quiconque».

Ahmed Herzenni, président du CCDH, a presque l'air de s'excuser. Une chose, cela étant, est sûre : les bourreaux ont beau courir, ils ne pourront jamais dormir tranquilles. Pas plus que ceux qui, par leur silence complice et donc coupable, essaient vainement de les couvrir. La vérité a la peau dure et ce n'est que partie remise.

Au-delà de cette question, une autre ombre vient pointer au tableau. Une autre principale recommandation de l'IER (créée en 2003) n'a toujours pas été mise en œuvre : la mise en place d'une stratégie nationale

CCDH dans la préservation et la réhabilitation de la mémoire collective. Cette opération a concerné pas moins de onze provinces ayant abrité les anciens bagnes secrets et ayant particulièrement fait l'objet d'anciennes bavures anarcho-policières. Le CCDH entreprend depuis ces derniers temps de grands efforts pour une ré-humanisation des anciens sites en les transformant en lieux de mémoire.

Tout compte fait, et en dehors du cas de Mehdi Ben Barka et de celui d'anciens détenus politiques, le CCDH peut se prévaloir d'avoir été la pièce maîtresse de ce magnifique processus de réconciliation des citoyens avec leur histoire.

**M'HAMED HAMROUCH**

أكدت عدد من التقارير الوطنية والدولية "حُصلة" حكومة عباس الفاسي تشريعيا وحقوقيا واجتماعيا واقتصاديا، حيث سجل تراجع عمل الحكومة في علاقتها بالمؤسسة التشريعية، سواء من حيث عدد مشاريع القوانين المقدمة للبرلمان أو عدد أسئلة أعضائه المجاب عنها.. وكشف التقرير الأخير لمنظمة هيومان رايتس ووتش تراجع وضع حقوق الإنسان بالمغرب، وذلك بسبب ما أسمته بعودة الدولة إلى تطبيق ممارسات ماضي الرصاص في التعامل مع عدة قضايا.. فيما فضح تقرير المجلس الأعلى للحسابات الأخير الفساد المالي والإداري الذي ينخر عددا من الوزارات والمؤسسات العمومية وبعض الجماعات المحلية والجامعات والمراكز الاستشفائية.

أما تقرير البنك الدولي، فقد أكد تأخر المؤشرات الاجتماعية بالمغرب عن مثيلاتها في البلدان التي لها نفس المستوى، خاصة في مجالات الفقر والإنصاف والصحة والتعليم، حيث أسهم الأداء المتدني لعمليات تقديم الخدمات العامة وضعف الحكامة في حدوث ذلك التباين بين النمو الاقتصادي والتحسينات المطلوبة في المؤشرات الاجتماعية. وكشفت إحصائيات المندوبية السامية للتخطيط تزايد معدل البطالة على المستوى الوطني 10.0 بالمائة خلال الفصل الأول من سنة 2010 مقابل 9.6 خلال نفس الفصل من السنة الماضية، وعرف عدد العاطلين تزايدا بـ4.5 بالمائة، أي بتزايد قدره 49000 عاطلا.. فيما لا يزال سيل التقارير مسترسلا...

تقارير وطنية ودولية تحاكم الأداء الحكومي

# الحصيلة.. عنوان حصيلة الفاسي

أنيا، بالمقابل لم تتمكن الحكومة خلال السنة التشريعية 2008-2009 بالجواب سوى عن 221 سؤالاً أنيا فقط، ما يركي المنحى التنازلي في عمل الحكومة على الصعيد التشريعي وفي علاقتها بمؤسسة البرلمان.

### تراجع حرية الصحافة

انطلاقاً من المؤشرات المذكورة، قامت النقابة بتقييم شامل لحصيلة الفترة الممتدة بين 3 ماي 2009 و3 ماي 2010، وتبين لها أن المظاهر والتوجهات السلبية التي سجلتها في السنوات الماضية، قد تجمعت وتركزت بشكل ملفت للانتباه خلال هذه الفترة، مما أصبح يهدد بشكل جلي، كل المكتسبات التي تحققت في مجال الصحافة والإعلام، وبصفة عامة، يشير تقرير النقابة السنوي بأن الأجواء التي عاشها المغرب خلال الفترة التي تجمعت فيها هذه المتابعات، شكلت خطراً يهدد بالتراجع عن المكتسبات، ليس فقط بما حملته من خرق واضح للقانون، بل أيضاً بما تكرسه من ممارسات تحكيمية. ما يكتف على أن القضاء لم يكن في مستوى إحقاق العدل.

وتبين، يضيف التقرير، من خلال متابعتنا لمجمل هذه التطورات والقضايا، أن هناك مشاكل معقدة ومتداخلة، فهناك، من جهة، تهديدات حقيقية، نتجت عن ردود فعل السلطة المتشنجة والخارجة عن نطاق القانون، وهناك، من جهة أخرى، قضايا شائكة تهم أخلاقيات المهنة وإشكالات لا يمكن تجاوزها في إطار السياق السياسي للمغرب.

### المجلس الأعلى للحسابات يفضح

في إطار مراقبة التدبير ومراقبة استعمال الأموال العمومية كشف المجلس الأعلى للحسابات من خلال التقرير السنوي برسم سنة 2008 عن جملة من الاختلالات المالية والإدارية والتنظيمية في عدد من الوزارات والمؤسسات العمومية وكذا بعض الجماعات المحلية والجامعات والمراكز الاستشفائية وبعض المكاتب التابعة للدولة. والذي يسجل في هذا الصدد هو تلكؤ حكومة عباس الفاسي عن فتح تحقيقات قضائية فيما ورد في التقرير من اختلالات وصرف للمال العام في غير أوجهه الشرعية. وهو ما يضع سؤال تخليق الحياة العامة الذي وضعته الحكومة في أجندتها موضع المسائلة. الحكومة أفرغت المجلس الأعلى للحسابات من دوره الدستوري واعتبرته من خلال عدم تفعيل مقرراتها مؤرخاً لتدوين الأحداث ليس إلا.

عرف سوق الشغل ما بين الفصل الأول من سنة 2009 ونفس الفترة من سنة 2010 إحداه 68000 منصب شغل (61000 منصب بالمدن و7000 منصب بالقرى) . وبلغ معدل البطالة على المستوى الوطني 10,0 بالمائة خلال الفصل الأول من سنة 2010 مقابل 9,6 خلال نفس الفصل من سنة 2009.

كما عرف عدد العاطلين تزايداً ب 4,5 بالمائة على المستوى الوطني منتقلاً من 1090000 عاطل خلال الفصل الأول من سنة 2009 إلى 1139000 خلال نفس الفترة من سنة 2010، أي بتزايد قدرها 49000 عاطل ناتج عن تزايد 51 ألف عاطل بالمدن وتراجع ب 2000 عاطل بالقرى، وحسب مكان الإقامة انتقل معدل البطالة بالمدن من 14,1 بالمائة خلال الفصل الأول من سنة 2009 إلى 14,7 بالمائة في نفس الفترة من سنة 2010. أما في الوسط القروي فانتقلت النسبة خلال نفس الفترة من 4,7 بالمائة إلى 4,6 بالمائة. وهدمت البطالة خاصة بالوسط الحضري الأشخاص البالغين من العمر ما بين 35 و44 سنة (+1,5) نقطة ولدى الأشخاص الذين لا يتوفرون على شهادة (+1,1).

### الحصيلة التشريعية

إلى حدود 15 أبريل 2010 عقدت الحكومة 81 مجلساً للحكومة، بالمقابل عقد خلال نفس الفترة 9 مجالس وزارية. ويسجل بخصوص مشاريع القوانين أن سنة 2009 سجلت انخفاضاً في عدد مشاريع القوانين التي تقدمت بها الحكومة. فإذا كانت عدد المشاريع المقدمة للبرلمان سنة 2008 بلغت 42 مشروع قانون فإن الحكومة لم تقدم سنة 2009 سوى ب 20 مشروع قانون. كما شهدت مشاريع المراسيم نفس المنحى التنازلي فبعد أن وصل عدد مشاريع المراسيم المقدمة سنة 2008 إلى 176 مشروع مرسوم عرفت سنة 2008 تقديم 60 مشروع مرسوم فقط. بدورها عرفت عروض الوزراء أثناء لقاءات مجالس الحكومة منحى الانخفاض، فمن 96 عرضاً سنة 2008 لم تتجاوز عروض الوزراء سنة 2009 عدد 64 عرضاً.

على مستوى الأسئلة الشفهية، يسجل أنه خلال السنة التشريعية الأولى 2007-2008، بلغ عدد الأسئلة الشفهية المجاب عنها من قبل الوزراء 1111 سؤالاً شفويًا تقدمت به مختلف الفرق البرلمانية، في حين قامت الحكومة خلال السنة التشريعية 2008-2009 فقط بالجواب عن 1022 سؤالاً شفهيًا فقط. بخصوص الأسئلة الآتية خلال السنة التشريعية الأولى 2007-2008 طرح على الحكومة 597 سؤالاً أنيا، غير أنها لم تتمكن من الجواب سوى عن 367 سؤالاً

## وضع اجتماعي مقلق

أبرز تقرير «الحالة الاجتماعية 2009» الصادر عن المجلة المغربية للسياسات العمومية، أن المغرب يعتبر من ضمن البلدان ذات المؤشرات التنموية الأضعف على المستوى الدولي بسبب ضعف المؤشرات الصحية بجانب مظاهر اجتماعية واقتصادية وبيئية أخرى مؤدية حتما إلى الهشاشة. وأقر التقرير الذي قدم يوم 21 أبريل 2010، تعثر عملية إجراء نظام المساعدة الطبية لذوي الدخل المحدود، إذ أكد أن الالتزامات الحكومية تبحرت عدة مرات، فضلا عن فشل التجربة المعتمدة بجهة تادلة أزيلال، وهو ما سيساعد على تزايد ظاهرة الفوارق الاجتماعية الصحية.

كما سجل التقرير، أن هناك تزييفا لظاهرة الاحتجاج، يوازيه كذلك التانيث المتزايد للاحتجاج، مضيفا أن السنة الماضية تميزت بالإضرابات المتواترة في قطاع النقل، وهي الإضرابات التي انعكست بشكل واضح على الحياة اليومية للمواطن، وأعدت طرح قضية التأطير النقابي ووضع بنيت الوساطة المجتمعية، كما امتدت الإضرابات إلى قطاعات أخرى مثل الصحة والتعليم والعدل والجماعات المحلية. ونبه التقرير، إلى مفارقة توازي حضور الحوار الاجتماعي وغياب السلم الاجتماعي.

من جهة أخرى، سجل التقرير في قسم الفاعلين: السلطة والميدان الاجتماعي، مدى تكريس الحضور الملكي الشامل في القطاع الاجتماعي، من خلال استمرار الملك في محاربة الفقر والتهميش، ورصد التقرير ظاهرة العنف بالمدارس المغربية، التي عرفت ارتفاعا خطيرا داخل المدارس وخارجها، مسجلا واقع الإحباط التي تعيش على وقعها المنظومة التعليمية، سواء تعلق الأمر بنتائج تقويم التحصيل الدراسي، أو المستوى المتدني للتلاميذ، أو تفشي الرشوة وضعف حكمة النظام التعليمي.

## المرتبة 15 عربيا و130 عالميا

أكدت إحصاءات منظمة العمل العربية حول التشغيل والشباب والهجرة والتنمية البشرية في البلدان العربية لعام 2010 أن المغرب يتموقع ضمن مصاف الدول ذات التنمية البشرية المتوسطة، إذ يحتل المرتبة 15 من بين 22 دولة عربية حسب تقرير التنمية الإنسانية العربية للعام 2009. وصنفت هذه الإحصاءات المغرب في المرتبة الأخيرة في مؤشر متوسط إنتاجية العامل من الناتج الصناعي للدول العربية، من بين 21 دولة. وأكدت المؤشرات أن الإنفاق على الأبحاث والتنمية من الناتج المحلي الإجمالي

يبقى ضعيفا بالمغرب حيث لا يتجاوز 1 بالمائة. تجدر الإشارة إلى أن المغرب تراجع بـ 4 درجات في التقرير الدولي حول التنمية البشرية لسنة 2009 على الصعيد العالمي؛ ليستقر في المرتبة 130 من بين 182 دولة.

## صفحة البنك الدولي

أكد البنك الدولي أنه على الرغم من المكاسب الاقتصادية التي شهدتها المغرب في الفترة الأخيرة، فإن مؤشرات الاجتماعية مازالت متأخرة عن مثيلاتها في البلدان التي لها نفس المستوى، ويرجع ذلك إلى ضعف تقديم الخدمات العامة. واعتبر البنك الدولي، من خلال رسده لنتائج تدخله بالمغرب، أنه لا تزال العديد من المؤشرات الاجتماعية متأخرة عن مثيلاتها في البلدان المماثلة، خاصة في مجالات الإنصاف والصحة والتعليم. وقد أسهم الأداء المتدني لعمليات تقديم الخدمات العامة وضعف الحكامة في حدوث ذلك التباين بين النمو الاقتصادي والتحسينات المطلوبة في المؤشرات الاجتماعية. واتصفت الإدارة العمومية في المغرب بافتقارها إلى الرؤية في إعداد الموازنات، وبالمركزية المفرطة، وضعف إدارة جهاز الخدمة المدنية، بما في ذلك ارتفاع تكلفة كتلة الأجور.

## عودة أساليب سنوات الرصاص

أعاد التقرير الأخير لمنظمة هيومان رايتس ووتش الجدل حول الوضع الحقوقي بالمغرب إلى واجهة الأحداث، حيث أشار إلى تراجع وضعية حقوق الإنسان بشكل عام في المغرب السنة الماضية 2009. وهو ما اعتبرته الجمعية الحقوقية أنه كان متوقعا، لعودة الدولة إلى تطبيق ممارسات الماضي في التعامل مع عدة قضايا، منها خنق حرية التعبير، عدم الالتزام بما جاء في توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، وعودة أسلوب الاختطافات والاختفاءات القسرية، تراجع الحريات العامة، تدخل رجال الأمن خلال أحداث سيدي إفني، وهي أبرز المؤشرات التي جعلت المغرب يسجل تراجعا بحسب المنظمات الحقوقية الدولية والوطنية على مستوى الحقوق. ومن أغرب القضايا الحقوقية المثارة جدلا في يوميات الحكومة الحالية قضية ملف بلعيرج ومحاكمة المعتقلين السياسيين الستة، وحل حزب البديل الحضاري بموجب مرسوم موقع من قبل الوزير الأول بناء على الفصل 57 من قانون الأحزاب. فبعد سنتين من المحاكمات الماراطونية لايزال ملف المعتقلين السياسيين الستة يشكل وصمة عار على جبين دولة الحق والقانون.